

XXV^e Congrès international de la population de l'UIESP
Tours (France), 18-23 juillet 2005

Quelques questions de méthode soulevées par la réalisation d'enquêtes dans des villages Bwa du Mali.

Martine Quaglia
Institut national d'études démographiques (INED), Paris
quaglia@ined.fr

Mener une enquête dans un pays étranger est une remise en question permanente des "bonnes pratiques" méthodologiques à l'œuvre dans le pays d'origine du chercheur. Que la recherche s'appuie sur des méthodes quantitatives ou qualitatives, différentes questions se posent au responsable du projet. Celle de sa légitimité et de son intégration dans un réseau de recherches menées par les scientifiques locaux est essentielle. De même, la méthodologie doit être interrogée pour permettre à l'équipe de recherche de s'adapter au contexte dans lequel la collecte doit être réalisée.

Après une brève présentation du contexte institutionnel dans lequel se situe la recherche effectuée depuis une quinzaine d'années par Véronique Hertrich dans sept villages Bwa du Mali [Hertrich, 1996], nous tenterons ici de souligner les différentes étapes nécessaires au contact avec les personnes, de rendre compte des questions posées pendant la formation des enquêteurs et des interprètes lors de la participation du service des enquêtes à la mise en place de la collecte réalisée de janvier à avril 2004 [Quaglia, 2004]. Enfin, la question de la restitution des résultats aux personnes enquêtées, à travers une description des choix effectués par les responsables de cette recherche, sera interrogée.

Ce projet de recherche, engagé depuis une quinzaine d'années, vise à suivre l'évolution démographique et à identifier les prémisses de la transition de la fécondité dans une population rurale reculée du Mali. Le système d'observation a été mis en place en 1987/89 et fait l'objet d'une actualisation périodique, tous les 5 ans environ (1994/95 et 1999/2000). La participation du Service des Enquêtes de l'INED s'inscrit au début de la troisième opération de mise à jour.

Les relations institutionnelles :

Ces relations institutionnelles ont plusieurs objectifs. D'une part, dans le cadre du partenariat qui s'est développé au cours des quinze dernières années, rencontrer les chercheurs et les responsables des institutions intéressées par les travaux effectués auprès des Bwa, les informer de l'évolution des recherches et de la reprise des enquêtes. D'autre part, s'enquérir des recherches maliennes en cours ou en projet de réalisation en matière de démographie. Enfin, obtenir les autorisations nécessaires à la réalisation de la collecte.

En 2004, certaines de ces rencontres institutionnelles s'inscrivaient également dans le cadre de la préparation d'un ouvrage coordonné par Véronique Hertrich et Seydou Keïta (CNRST¹) et faisaient

¹ Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique, Bamako

suite aux journées démographiques organisées en janvier 2003, « Questions de population au Mali : des enjeux internationaux aux perspectives locales » [Hertrich, 2003].

Les rencontres effectuées avec les autorités intellectuelles, politiques, religieuses et associatives nationales et locales m'ont permis de mieux comprendre les enjeux de cette recherche et son inscription, comme élément dynamique de la connaissance des populations Bwa, dans le projet national de développement poursuivi par les autorités maliennes.

Les opérations de collecte des données

Deux principales opérations sont réalisées : d'une part une « enquête renouvelée » exhaustive dans 7 villages (3600 résidents), d'autre part, une « enquête biographique » qui approfondit l'observation sur 2 villages (1500 résidents).

- *L'enquête renouvelée* s'inscrit dans une observation semi-longitudinale, basée sur l'appariement de recensements successifs, contrôlé et complété par des entretiens auprès des familles. Elle permet de suivre, nominativement, le devenir des individus au fil des recensements et celui des groupes domestiques. La base de données actuelle intègre les données individuelles de 6 recensements : les 3 recensements nationaux (1976, 1987, 1998) et 3 recensements locaux (1988, 1994, 1999). L'opération de 2004 comprend la réalisation d'un nouveau recensement local et la confrontation nominative de ces nouvelles données censitaires avec celles des opérations précédentes. Cet appariement est réalisé avec la population, par groupe de travail, de telle sorte que l'état et la situation de résidence de tout individu identifié par l'une des opérations soient connus au moment des autres recensements.
- *L'enquête biographique* comprend un relevé des histoires matrimoniale, génésique, migratoire et religieuse de l'ensemble des résidents, hommes et femmes et d'une partie des émigrés. Elle vise à décrire l'évolution des différents phénomènes démographiques (mortalité dans l'enfance, fécondité, migrations) mais aussi à analyser les changements sociaux en cours, en particulier l'évolution des contrôles familiaux et des rapports de genre. En effet, les données y sont enregistrées non seulement du point de vue événementiel mais aussi en fonction du degré d'implication familiale (enregistrement des étapes et des acteurs des procédures matrimoniales, initiative de la migration, destinataire des gains de la migration, modalités d'accès à l'autonomie économique...). L'opération de mise à jour de 2004 consiste à actualiser les biographies déjà enregistrées et à recueillir intégralement celles des nouveaux-venus (immigrants et enfants nés depuis le précédent passage). Le recensement local sert de base pour identifier les nouveaux venus. L'enregistrement des biographies des nouveaux venus et la mise à jour des biographies des individus ayant connu des changements importants depuis le passage précédent (mariage, plusieurs migrations...) est réalisé en entretien isolé dans la case qui nous est attribuée dans le village. Les autres se font en se rendant dans les familles.
- Différentes *opérations de collecte annexes* se greffent à ces deux principales enquêtes, comme supports à l'observation ou compléments à l'analyse : recueil généalogique, enquêtes sur les unités collectives (village, lignage, groupe domestique), sur les modalités des segmentations familiales, constitution de référentiels de datation (« calendriers lignagers ») intégrant les données paroissiales et de l'état civil. Ces données sont également actualisées dans le cadre des enquêtes renouvelée et biographique.

L'organisation de la collecte :

La réalisation des enquêtes nécessite l'utilisation de différents types de données, ainsi l'enregistrement biographique se réalise en ayant à portée de regard les données du recensement, les généalogies, les

calendriers de datation. La mise en relation permanente de différents types de données limite les possibilités de division des tâches et la réalisation de l'enquête par une équipe d'enquêteurs locaux.

V. Hertrich a réalisé personnellement l'enquête initiale puis a été assistée par des doctorants travaillant sur l'enquête, accompagnés d'interprètes. M. Lesclingand, qui a déjà participé au passage 1999-2000, a piloté en 2004 la mise à jour avec V. Hertrich. Dans le cadre de la collaboration du Service des Enquêtes, il a été décidé d'associer cette année 3 étudiantes débutant un DEA : 2 étudiantes françaises et 1 étudiante malienne dont le recrutement a été finalisé en début de séjour.

Le recrutement des agents recenseurs/interprètes

Le français est la langue officielle au Mali, et une partie des villageois ont une connaissance partielle du bambara (la langue la plus employée sur l'ensemble du territoire malien) cependant, la plupart d'entre eux ne parlent que la langue des Bwa. Le recours à des interprètes est donc indispensable pour la réalisation de la collecte.

Le choix a toujours été fait de recruter les interprètes dans des villages proches de la zone d'étude, d'une part pour s'assurer qu'ils connaissent bien le dialecte local, d'autre part pour des raisons d'adaptation aux conditions de vie dans les villages. Cependant « l'offre » est faible : le niveau de scolarisation des habitants des villages étudiés est très faible. La population est peu scolarisée et les personnes instruites ont généralement quitté les villages pour s'installer en ville.

Un interprète résidant dans un village voisin des villages enquêtés, travaille depuis 1989 avec V. Hertrich. Les autres interprètes ont été identifiés, comme lors des précédentes enquêtes, en faisant appel au réseau relationnel qui s'est progressivement constitué (paroisse, radio locale, pharmacienne, etc.). Notre objectif était d'avoir au moins deux femmes dans l'équipe d'interprètes (une pour chacun des villages couverts par l'enquête biographique). Les femmes étant moins scolarisées et se mariant plus jeunes que les hommes, l'identification d'interprètes femmes est particulièrement difficile. Au total, 6 interprètes ont participé à l'enquête : 2 femmes et 4 hommes, âgés de 23 à 40 ans, 2 résidant dans un village proche, les 4 autres dans des villages plus éloignés (30 km ou plus). Deux d'entre eux sont de niveau DEF (diplôme équivalent au brevet français), les autres ont suivi une formation professionnelle de 2-3 ans après le DEF.

L'information de la population, comme préalable à la reprise de l'enquête, l'installation des équipes dans les deux villages concernés par l'enquête biographique

Les villageois sont informés de la reprise de l'enquête avant l'arrivée de l'équipe. Ainsi, en novembre 2003 une réunion dans chaque village a été organisée par V. Hertrich pour soumettre le projet d'un nouveau passage et s'assurer de l'accord des villageois. Par la suite un courrier a été envoyé dans chaque localité pour leur confirmer cette nouvelle phase d'enquête et un communiqué-radio a été diffusé sur la radio locale (Radio Parana). Enfin, l'interprète travaillant de longue date sur l'enquête a réalisé un tour des villages pour confirmer les dates de notre arrivée.

L'installation dans les villages pendant la période de collecte - réponse pratique aux nécessités de la collecte, mais aussi aux questions liées à la légitimité de l'enquête et à sa compréhension et son acceptation par les villageois - est considérée par les responsables de cette recherche comme la condition nécessaire à son bon déroulement. Cette présence de l'équipe dans les villages, si elle facilite les rapports entre les villageois et les membres de l'équipe de recherche, permet aux « nouveaux venus » d'apprendre, à travers les rapports qu'ils construisent avec les habitants des villages dans

lesquels ils vivent, les coutumes, codes, règles, qui régissent la vie quotidienne de ceux qui, pour un moment, les accueillent.

Pendant toute la durée de l'enquête l'équipe réside sur place, dans une case mise à disposition par les deux villages où se déroule l'enquête biographique. Une femme de chaque village est rémunérée pour la préparation des repas, la recherche d'eau au puits. Un stock de nourriture pour la confection des repas (sacs de riz, mil, condiments, etc.) acheté chez les commerçants de la ville la plus proche, est constitué en début de mission et complété avec l'achat de produits vendus par les villageois (volailles, poissons, légumes frais, galettes de mil, etc.). Des lits de camps sont achetés pour le couchage des membres de l'équipe et le mobilier de base (table et chaises) est commandé aux artisans villageois. Depuis ces « pied-à-terre », on se rend dans les autres villages couverts par l'enquête renouvelée en mobylettes, achetées et entretenues par les professionnels locaux

La rencontre avec le chef de village et la prise de rendez-vous

Le travail de terrain débute avec une réunion dans chaque village. Il s'agit dans un premier temps d'aller saluer le chef du village, de s'enquérir des événements survenus (état des récoltes, décès, etc.) depuis le précédent passage, de l'informer de la reprise des opérations de collecte, de la période et du déroulement prévus, d'obtenir confirmation de son accord pour la réalisation de l'enquête et notre installation au village, et de prévoir la réunion avec l'ensemble des habitants du village. C'est aussi à ce moment que les aspects matériels de notre installation sont traités : attribution d'une case, désignation d'une cuisinière, etc.

Note de terrain : l'adaptation au terrain...

Une des principales contraintes méthodologiques communes à toutes les enquêtes est l'adaptation au terrain. Pour exemple, dans les villages étudiés, comme dans l'ensemble des villages Bwa, un jour par semaine (au moins) est consacré à la vente de bière de mil préparée par les femmes. Cette coutume est un des éléments important de l'organisation des enquêtes dans les villages. Aucune collecte, réunion, ne peut être programmée lors de ce(s) jour(s) de boisson. Ainsi le chef du village de Sirao nous ayant informé que la fête de Noël était prévue pour le dimanche suivant notre arrivée, la réunion avec les habitants devait avoir lieu le lundi après-midi. L'ensemble de l'équipe de l'enquête était donc présente le lundi pour cette réunion.

La pertinence de ce point de méthodologie allait ici (comme pendant toute la période d'enquête) être réaffirmée. En effet, en cette année de récolte abondante, la fête de Noël a duré trois jours et, apparemment, trois nuits. Le programme mis en place avec le chef du village a donc du être modifié et la réunion avec le village reportée deux jours plus tard.

Le programme de la journée du lundi a donc été revu et adapté. Après une formation à l'enquête renouvelée, l'ensemble de l'équipe est allé dans un hameau voisin (où le jour de boisson est différent) pour y saluer le chef et envisager d'y tenir la réunion de présentation. Cette réunion sera finalement reportée elle aussi, le chef de village nous ayant informé que de nombreux habitants du hameau se sont déplacés à Sirao pour la fête.

On démarrera le lendemain dans une autre localité, plus éloignée, où cette fois réunion et recensement pourront avoir lieu dans la même journée.

La réunion avec le village

De même que lors de la rencontre avec le chef, cette prise de contact avec les familles du village est un rappel des différentes étapes à venir. C'est également un moment pendant lequel ceux qui le désirent peuvent publiquement exprimer leurs interrogations et obtenir des réponses. Enfin, cette réunion est

l'occasion de s'assurer de l'accord de l'ensemble des habitants du village pour la mise en place de l'enquête.

Différents points sont traités pendant cette première réunion :

- décision sur la date du recensement
- demande de désignation par les villageois, d'un ou de deux villageois, qui seront nos « guides » pendant la réalisation du recensement
- mise à jour de la liste des unités familiales : pour chaque lignage, vérification de la liste des responsables économiques et enregistrement des segmentations familiales, des successions faisant suite à un décès, identification des familles qui se sont installées depuis l'enquête précédente.

La collecte des données, l'enquête renouvelée et l'enquête biographique

1. L'enquête renouvelée

L'enquête renouvelée, mise à jour des données obtenues lors des précédents recensements à partir des données actuelles, comporte plusieurs étapes, indissociables et nécessaires à la réalisation de l'enquête.

Le recensement

Le recensement local est conçu sous une forme légère, sur un cahier, plus simple et rapide à remplir pour les interprètes chargés de réaliser la collecte des données, et facilement modifiable (notamment pour corriger l'âge des personnes lors de la confrontation avec les familles). Il consiste à enregistrer toutes les personnes ayant dormi la nuit précédant l'enquête dans une case du village. Les informations portées sur le cahier de recensement sont : le numéro de la case (que l'on attribue au fur et à mesure de notre passage), le prénom de la personne, son patronyme (diamou), sa situation matrimoniale, et enfin, le nom de son responsable économique (Zuso).

La réalisation du recensement a été confiée aux interprètes, accompagnés (pour éviter les omissions) d'un villageois (par équipe) désigné par le village comme guide. Chez les Bwa, l'unité résidentielle (utilisée comme unité de collecte pendant le recensement) ne correspond pas à l'unité économique familiale (ou exploitation agricole). Généralement, les membres d'une même exploitation familiale résident dans différentes habitations réparties dans l'espace villageois. Une même habitation peut aussi réunir des individus appartenant à des unités économiques différentes (par exemple des jeunes hommes dormant ensemble mais travaillant et partageant les repas avec leurs parents). Ces unités économiques familiales (zû) correspondant aux unités retenues pour l'analyse. L'enregistrement du nom du responsable économique est destiné à permettre la reconstitution des unités économiques familiales à partir des données collectées au sein des unités résidentielles.

Bien que les interprètes soient tous originaires de villages Bwa et que l'organisation en unités économiques soit une réalité qui leur est proche, l'accent a été mis, lors de la formation des interprètes/agents recenseurs, sur la notion de responsable économique (celui avec qui on cultive, avec qui on mange), centrale pour la bonne réalisation de ce recensement, et sur les informations complémentaires à renseigner pour les visiteurs et les personnes absentes pour une période de moins de 3 mois.

Note de terrain : le premier recensement

Nous commençons le recensement par le chef du village, premier problème, il nous parle des personnes ayant dormi dans les 3 habitations qui sont dans la cour. Rectification. Nous reprenons chaque habitation. En fait, c'est un même bâtiment avec 3 portes différentes, dont une peu visible de la cour dans laquelle nous sommes. En face, se trouve un autre bâtiment. C'est la cuisine; Je me demande quoi faire avec les cuisines, comment s'assurer que toutes les habitations ont bien été recensées si nous ne mettons pas une marque sur tous les bâtiments ? Le problème se pose aussi pour les maisons en mauvais état et qui ne sont plus habitées ou pour celles dont les habitants sont partis en voyage, ou pour travailler, ou définitivement. Plus tard, je comprendrais, Véronique me confirmera qu'il y a toujours quelqu'un du village qui accompagne l'équipe. On est ainsi assuré de n'oublier personne.

Je pense au recensement en France. Les agents recenseurs, quand les habitants des logements ne sont pas joignables, doivent demander à leurs voisins les renseignements les concernant. Les voisins connaissent-ils tous suffisamment ces personnes pour pouvoir dire pour combien de temps ils sont partis ? Quel type d'information recueillons-nous ?

D'autres questions sont posées par les interprètes. Ils semblent avoir des difficultés à ne pas enregistrer les émigrés dans la mesure où ils reviennent au village. C'est une émigration régulière, entre novembre et juin, période où ils reviennent pour cultiver le mil. Je leur ré-explique qu'un recensement consiste à enregistrer toutes les personnes présentes un jour donné à un endroit donné, que si ce recensement était national les émigrés seraient enregistrés sur leur lieu d'habitation, le jour donné.

Pour le zuso, je m'assure à plusieurs reprises qu'ils ont bien enregistré la personne avec laquelle ils cultivent, avec laquelle ils mangent. Cette histoire de zuso (vérifier si la personne désignée cultive seule, ou avec d'autres) n'est toujours pas très claire pour moi... Elle semble l'être pour les agents recenseurs, tous originaires du pays boo.

On me demande ce que l'on fait avec un logement prévu pour les étrangers...Je confirme que si le logement était vide la nuit précédant notre venue, on ne l'enregistre pas.

Après vérification avec Véronique, les informations sur les visiteurs, les absents (pour moins de 3 mois) auraient pu être plus complètes. Les noms sont enregistrés mais pas toujours les lieux où sont partis / d'où viennent les gens, et les raisons du départ ou de la visite....

....Quelques repères...Si un homme a deux femmes, elles habitent des maisons différentes, les enfants n'habitent pas systématiquement chez leurs parents, il peut y avoir une maison dans laquelle habitent plusieurs jeunes issus de familles différentes, toutes les personnes logeant dans une même habitation n'ont pas systématiquement le même zuso.... Vérifier qu'il cultive seul, ou avec d'autres et dans ce cas, savoir qui est le responsable de la zu...

La confrontation

Les données du recensement 2004 sont ensuite recopiées sur les fiches familiales reprenant les données des précédents recensements. La confrontation, dernière étape de l'enquête renouvelée, est réalisée à partir de ces fiches auprès des familles. L'étape de confrontation est réalisée au sein de groupe de travail réunissant les hommes du lignage. Elle est assurée par les responsables de l'enquête, accompagnées d'un interprète.

Note de terrain : les prénoms multiples

Ma participation à la confrontation des données du recensement actuel avec les recensements précédents pour le village de Sirao m'a permis de saisir l'importance de cette étape dans le processus de validation des données recueillies au cours de la collecte. Pour exemple, une même personne peut être déclarée, selon l'informateur, sous un prénom différent de celui enregistré au recensement précédent. Ainsi, un homme ne reconnaissait pas son fils dans la liste des personnes ayant dormi chez lui la veille de la collecte. Le prénom sous lequel ce jeune garçon avait été déclaré n'était pas connu de son père. Une même personne peut parfois avoir plusieurs prénoms : un prénom donné par le chef de lignage (attribué à la naissance), un prénom chrétien (pour ceux qui suivent la religion chrétienne), un prénom donné par les parents de sa mère, ou d'autres encore selon les circonstances. Tous les prénoms ne sont pas toujours connus de tous et/ou de la personne elle-même. La confrontation permet ainsi de vérifier, à l'aide des différents informateurs présents, qu'il s'agit bien de la même personne.

2. L'enquête biographique

Comme nous l'avons vu précédemment, l'enquête biographique est réalisée par les 3 étudiantes recrutées à Paris et à Bamako, chacune accompagnée d'un(e) interprète. Une semaine a été consacrée à la formation des équipes à la réalisation des entretiens. Il s'agissait de s'entraîner à interroger les personnes sur les différentes parties du questionnaire : obtenir les principales données démographiques, la biographie matrimoniale avec l'enregistrement des différentes unions et processus de mariage, l'histoire génésique et les différentes grossesses (ayant abouti à une naissance ou non), la biographie migratoire des personnes ayant réalisé au moins une fois une migration pour une période minimum de 3 mois. Enfin, leur itinéraire religieux.

Lors des précédentes opérations de mise à jour, les entretiens étaient réalisés par les concepteurs de l'enquête ou par des étudiantes ayant déjà utilisé les données de l'enquête. Un élément nouveau de cette collecte 2004 est le recrutement d'étudiantes n'ayant pas ou pas suffisamment travaillé sur l'enquête biographique pour avoir eu le temps d'intérioriser ou, au moins, de découvrir, si ce n'est de comprendre, les règles, codes, concepts contenus dans les différentes parties. De plus, l'équipe s'étant élargie, le nombre d'interprètes devait, lui aussi, augmenter. Un document présentant les objectifs et le cadre de l'enquête a été donné aux enquêtrices dans lequel figuraient des annexes telles que : la description des différentes parties du questionnaire, du type d'information recherchée, les différentes formulations nécessaires au recueil des informations, les documents administratifs à demander quand la personne n'est pas sûre ou ne connaît pas la réponse, les références locales, équivalences pour la datation des événements, tels que les calendriers historiques et lignagers de chaque village, et quelques éléments de vocabulaire boomu.

La durée de mon séjour dans les villages (3 semaines) m'a permis de suivre le déroulement des différentes étapes propres à chaque enquête. Ainsi, pour l'enquête renouvelée, j'ai pu assister à la formation des agents recenseurs/interprètes, participer au recensement, à la retranscription, observer le déroulement d'une confrontation dans un hameau. Pour l'enquête biographique j'ai pu participer à la formation des étudiantes qui allaient effectuer les entretiens comme à celle des interprètes, intermédiaires nécessaires entre les personnes enquêtées et les enquêtrices.

La formation à la passation des questionnaires : « Quand deux personnes se rencontrent, deux mondes, objectivés, se font face » [Berger et Luckmann, 1989]

Les mots et les phrases utilisés dans la conversation, qu'elle soit naturelle ou construite, comme dans la situation d'enquête, renvoient à une construction sociale de l'objet auquel ils se rapportent et donc à un

concept issu d'un contexte culturel et social particulier. Le langage étant un ensemble de codes, il ne suffit pas que ces codes soient communs au communicateur et au destinataire, « il faut que ce code associe à chaque message à communiquer au moins un signe (simple ou complexe) et à chaque signal au plus une interprétation » [Sperber et Origgi, 2005]. Si ce concept est un lieu commun pour toute recherche en sciences sociales, son acuité est néanmoins d'autant plus évidente quand cette recherche se fait dans un pays et par conséquent un contexte socioculturel, économique, et politique différent de celui dans lequel est construite la recherche.

- Le questionnaire du point de vue des enquêtrices

Au-delà de la période d'adaptation aux différents filtres, habituelle pour toutes les enquêtes, et bien que les enquêtrices aient pu consulter les documents et commencé à travailler sur les différents concepts contenus dans le questionnaire dès leur arrivée dans les villages, une des principales difficultés apparues lors de ces simulations d'entretiens fut, pour les étudiantes, de s'adapter à la formulation des questions et aux concepts contenus dans les questions et dans les réponses, particuliers pour les enquêtrices françaises, mais aussi pour l'enquêtrice malienne, puisque adaptés à la tradition boo.

D'autre part, la plupart des villageois étant non-lecteurs, une liste d'items ne peut être proposée aux personnes interrogées. Les enquêtrices doivent par conséquent intégrer les différentes parties du questionnaire et l'enchaînement de ces parties, adapté aux réponses des personnes, mais aussi les différents types de solutions à proposer.

Prenons comme exemple le processus traditionnel de mariage dont voici les différentes étapes :

- La décision de l'union :
 - L'accord de la famille de la fille
 - Le médiateur
 - L'initiative
 - L'accord de l'intéressé
 - (initiative non individuelle) :
 - (initiative individuelle et enlèvement) :
 - La concertation entre conjoints
- Les prestations :
 - Champs
 - Grains
 - Chap
 - Argent
- Les destinataires des prestations
- Les prestations après mariage
- La déposition
 - Lieux
 - Durée
- Durée du processus

Comme pour tous les questionnaires, mais plus encore dans ce contexte, à chaque thème, à chaque question, correspond une formulation qui doit être scrupuleusement suivie par l'enquêtrice, sans prendre le risque, nous allons le voir, de ne pas être comprise par la personne interrogée.

Ainsi, pour la première question sur la décision de l'union, demander « *Est-ce qu'on est allé demander à la famille de la fille (à ta famille) si elle était d'accord pour ce mariage ? On a demandé avant l'enlèvement ou seulement après ?* » et par conséquent parler de la demande d'accord puis de

l'enlèvement comme des évidences, implique que les enquêtrices aient intégré le processus du mariage des Bwa comme étant la norme. C'est à dire que leur propre perception du mariage (en cours dans leurs pays, régions, ou milieux social d'origine, à savoir le choix de deux individus qui se rencontrent et prennent la décision de s'unir avant même d'en avoir parlé à leurs familles), n'influence pas le questionnement. Bien que les processus soient dans certains cas aujourd'hui simplifiés, il est important que les enquêtrices connaissent l'ensemble des éléments qui les caractérisent et qu'aucune étape ne soient omise dans ce qui va être proposé aux villageois (es). Pour exemple, le nom (diamou) de la personne envoyée pour demander l'accord ne suffit pas ; son statut doit également être renseigné (sowinina, griots, forgeron, ami ou membre du lignage de l'homme..).

Toujours concernant le processus de mariage, une des questions porte sur celui ou celle qui est à l'initiative du mariage :

« Qui a eu l'idée de cette femme, de ce mari, pour toi ? »

La réponse, du point de vue de la personne enquêtée peut-être la suivante :

« Mon père »

Du point de vue de la personne interrogée comme de l'interprète, le mot « père » signifie le père biologique mais aussi un oncle du répondant, ou le chef du lignage auquel appartient la personne. Si l'enquêtrice ne pose pas plus de question, la réponse enregistrée sera : « mon père » sous-entendu « mon père biologique ». Une question supplémentaire est donc nécessaire pour connaître la véritable relation du « père » cité à la personne interrogée, du point de vue de la recherche. Concernant les liens de parenté, pour s'assurer du type de lien avec une personne déclarée par l'enquêtée comme étant son frère, la question suivante doit être : « Même père même mère ? ». Il s'agit donc de ne jamais prendre pour acquis la réponse donnée par la personne mais toujours se poser la question de ce que la réponse peut induire et/ou retranscrire la réponse avec les mots qui sont utilisés dans l'environnement propre aux chercheurs, à savoir ici la France ou, plus largement, les pays occidentaux.

Pour l'histoire génésique, la phrase d'introduction : *« J'aimerais que tu me dises toutes les naissances que tu as eues, même les grossesses gâtées même les enfants décédés sans nom »*, implique que les enquêtrices aient intégré toutes les notions associées à l'expression « grossesse gâtée », c'est à dire les fausses-couches, les morts-nés, voire les enfants décédés rapidement après la naissance, mais aussi les différentes solutions à proposer pour que la personne distingue les fausses-couches (ou avortements) « l'enfant n'était pas encore bien formé » des enfants morts-nés « l'enfant était formé », des naissances vivantes « l'enfant a crié à la naissance » . Il s'agit donc bien, pour l'enquêtrice, d'intégrer le questionnaire et ses différents filtres, instructions, mais aussi des concepts et/ou des modes de formulation qui ne lui sont pas familiers.

Enfin, une autre difficulté rencontrée par les enquêtrices, plus particulièrement les enquêtrices françaises mais pas uniquement, tient au fait que nombre de mots couramment utilisés en France pour désigner un concept ont une autre signification au Mali, ou encore plus spécifiquement chez les Bwa. Ainsi, une « rupture » (dans le cas d'un mariage) devient un « mariage gâté ». Bien que ces termes soient proches, il n'en reste pas moins que l'utilisation de « rupture » lors de la formation a semblé avoir peu de sens dans le contexte du mariage pour les interprètes et par conséquent pour la personne à qui est adressée la question. Quelques situations rencontrées lors des exercices de simulation peuvent illustrer ce point. Lors de la passation du questionnaire relatif à l'histoire génésique, ce qui est perçu par l'enquêtrice comme la « 2^{ème} grossesse » doit bien être présentée comme la « grossesse suivante » ; ou encore, pour la partie sur la scolarité : « elle était à l'école » devient « elle a fait l'école ». Pour ce qui concerne l'histoire religieuse : « est-ce que tu as changé de religion ? » doit devenir « est-ce que tu

es allé voir les (catholiques, protestants, etc.) » ou « est-ce que tu as quitté les (catholiques, protestants, etc.) pour suivre la tradition, pour aller chez les (catholiques, protestants, etc.) ? ». Enfin, pour la biographie migratoire « tu es resté combien de temps à Bamako ? » doit se transformer en « tu as duré combien de temps à Bamako ? ».

La vie dans les villages, associée aux séances de simulation font que ces nouvelles façons de parler de concepts familiers, cette nouvelle façon d'utiliser une langue qu'elles pensent maîtriser parfaitement (et qui est, au moins pour les enquêtrices françaises, leur langue maternelle) deviennent peu à peu familières. Comme nous venons de le voir, les simulations ont cependant montré qu'il était important de ne pas négliger cet aspect du travail demandé aux enquêtrices.

○ Le questionnaire du point de vue des interprètes

La passation du questionnaire, en tenant compte des différents filtres, des instructions, revient à l'enquêtrice. Le travail de l'interprète consiste à restituer aux deux interlocuteurs les mots, et donc les concepts qui leur sont associés. Comme nous l'avons déjà vu, les personnes recrutées (sauf un, présent lors des précédentes enquêtes), bien qu'ayant déjà vécu personnellement l'expérience du passage d'une langue à une autre, puisque toutes issues de villages Bwa et ayant effectué leur scolarité en français, ne sont pas pour autant des professionnels de l'interprétariat et sont souvent peu familiers avec les concepts issus de la culture d'origine du chercheur. Une large partie de la formation des interprètes a donc été consacrée à ce travail de prise de conscience de cette position particulière d'interprète en situation d'entretien.

Les compétences requises dans le cadre des entretiens sont celles nécessaires à l'interprétation consécutive. Au-delà du travail de restitution, dans une autre langue, des mots et des concepts inclus dans le discours à traduire, une des premières exigences de ce travail est, comme pour le travail d'enquêteur, de se penser et d'agir en intermédiaire « neutre » entre deux individus discutant. La formulation de la question ou de la réponse étant un élément central pour la suite de l'entretien, la restitution du discours se doit d'être la plus fidèle possible, et donc dénuée de toute interprétation personnelle. Il ne s'agit pas d'interpréter la réponse et d'en faire un court résumé mais de restituer le plus précisément possible le discours de chacun des interlocuteurs. Il était cependant nécessaire d'y ajouter un élément majeur de l'interprétariat qui consiste à informer les interlocuteurs sur les éventuels éléments culturels qui peuvent aider à la compréhension d'une réponse à une question donnée. Cette condition « d'oubli de soi », associée à celle d'informateur culturel, bien connue des interprètes comme des enquêteurs professionnels, construite à force d'expérience, devait être posée en préalable à toute formation sur le travail qui allait incomber aux interprètes.

Être interprète dans une situation d'enquête suppose donc, au-delà de la connaissance des deux langues utilisées pour l'entretien, un travail des personnes recrutées à différents niveaux :

- L'interprète doit pouvoir intégrer l'objet de l'enquête et ce qu'il induit : du point de vue des interprètes, tous issus de villages voisins et donc considérant ce processus comme la norme, le mariage (toujours pour exemple) doit être compris comme n'étant pas toujours l'objet d'un processus aussi complexe : il peut y avoir des comportements différents, des prises de distance par rapport à la norme, etc.
- afin de traduire le concept contenu dans la question, et par conséquent utiliser le « bon » mot, il doit avoir intériorisé ou au moins connaître les notions contenues dans les questions issues d'un modèle culturel qu'ils découvrent, à savoir ici le modèle français : la « mère » étant toujours (ou presque) entendue comme étant la mère biologique. avoir connaissance des différents modes, techniques, propres au questionnement en situation d'enquête.

Différents groupes ont été constitués lors de cette formation. De nombreuses simulations d'entretien (les interprètes devenant à tour de rôle les personnes enquêtées), au-delà de l'entraînement à passer le questionnaire, ont permis aux uns et aux autres de mieux comprendre leur fonction au sein de l'équipe enquêteur/interprète. Enfin, la mise en commun (au sein du groupe des interprètes) des formulations proposées par chacun, la critique des différentes interprétations (encadrée par le seul interprète ayant participé aux précédentes opérations) leur a permis d'arriver, en final, à un accord sur une formulation commune des questions posées dans les différentes parties du questionnaire.

Les exemples suivants relevés pendant cette période de formation sont d'une certaine façon, autant d'arguments en faveur de la reconnaissance du travail nécessaire de formation en situation d'enquête interculturelle, que les interprètes soient professionnels ou non.

Pour rester dans le cadre du mariage, une question s'est posée lors d'une simulation qui s'est prolongée par un travail de mise en commun des différentes formulations proposées par les interprètes. Alors que la question était : « *j'aimerais savoir comment ce mariage (ces fiançailles) s'est décidé ?* » il est apparu que la notion de fiançailles était liée à une intervention des vieux, on ne parle pas de fiançailles quand ce sont les jeunes qui décident et la réponse pouvait être : « *il n'y a pas eu de fiançailles* » alors qu'en réalité, des fiançailles avaient bien eu lieu, mais décidés par les jeunes. Le terme « engagement » a été préféré, - dans la mesure où ce terme désignait l'étape dans le processus plutôt que l'acte religieux ou civil - car il incluait les deux possibilités. Le terme fiançailles étant entre parenthèses (et à n'utiliser que si le processus décrit était les fiançailles), il a été demandé aux enquêteurs de ne pas utiliser ce terme qui leur était destiné mais de rappeler le processus décrit auparavant.

De même, la différence entre la durée et la période n'était pas claire pour tous. Une phrase qui paraissait suffisamment explicite du type : « *tu as duré combien de temps à Bamako...* » pouvait, selon l'interprète, aboutir à une réponse telle que : « à l'hivernage » ou « 3 semaines ». Ainsi, selon la formulation utilisée, la période peut correspondre à un moment de l'année, alors que la durée correspond à un espace-temps. La question sur la durée, si elle n'est pas clairement expliquée lors de la formation, peut ainsi devenir une question sur la période et la réponse devra faire l'objet d'une autre question sur le temps passé à cette période.

Enfin, ce dernier exemple est une illustration du travail demandé aux interprètes, devenant le temps d'une question enquêteurs, et du type d'erreur qui peut survenir si cette période indispensable de simulation et d'entraînement à la passation du questionnaire, accompagné d'une vérification systématique des termes utilisés lors de la traduction, n'est pas posée et prévue comme préalable à l'enquête sur le terrain.

La partie sur le divorce consiste à lire un certain nombre d'affirmations vis à vis desquelles la personne interrogée doit se positionner, selon que cette affirmation correspond, ou non, à la raison pour laquelle les conjoints ont divorcé. Il lui est présenté une échelle à trois degrés pour indiquer si cette raison a joué : beaucoup, un peu ou pas du tout, dans la décision du divorce. En situation d'enquête « classique » ce mode de questionnement est connu comme n'étant pas toujours simple à comprendre par les personnes et fait l'objet d'une attention particulière lors de la formation des enquêteurs. Certains interprètes, ne comprenant pas le procédé utilisé pour pousser les gens à se positionner, transformaient l'affirmation en condition. Ainsi : « *il y avait des problèmes entre la famille de l'homme et celle de la femme* » devenait : « *s'il y avait des problèmes entre la famille de l'homme et celle de la femme* » et la personne interrogée ne savait alors comment répondre. De même, un choix de formulation du type « *il y avait des problèmes entre la famille de l'homme et celle de la femme* » devenait, si l'interprète n'avait pas été formé sur les raisons pour lesquelles le mode impersonnel était utilisé « *il y avait des problèmes entre ta famille et celle de ton mari* » Ou encore, l'affirmation suivante : « *La femme trouvait que*

l'homme ne s'occupait pas assez bien de ses enfants », devenait : « Tu ne t'occupais pas assez bien de tes enfants », ce à quoi la personne répondait « Si, je m'occupais de mes enfants » et l'enquêtrice de demander, inlassablement : « est-ce que cette raison a compté un peu, beaucoup, ou pas du tout ? » sans que l'interprète ou la personne interrogée ne comprenne à quoi correspondait cette relance... Un long moment fut consacré à cette partie du questionnaire afin d'éviter que ce type de situation ne se répète.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, l'expérience d'Abednego Kamaté, qui travaille depuis 1989 avec Véronique Hertrich, a été d'une grande utilité lors de cette période de formation. Nombre des questions soulevées ici lui étaient familières pour avoir été soulignées lors de ses précédentes collaborations avec l'équipe de recherche. Cette expérience n'est malheureusement pas toujours disponible dans la mise en place de ce type d'enquête. La mise en commun des traductions proposées par les différents interprètes, et un travail de réflexion de l'ensemble de l'équipe sur le type de choix possible, sur la position des interprètes et des enquêtrices, s'est révélée, lors de ces journées de formation, particulièrement productif.

Les opérations de restitution des résultats, l'intégration des équipes dans les villages, et les conséquences de ces actions dans l'interaction entre la recherche et les villageois.

Une des questions soulevées lors de la réalisation d'enquêtes en sciences sociales est celle de la restitution des résultats aux différents acteurs de la recherche, notamment aux personnes ayant apporté leur témoignage sans lesquelles ces recherches ne pourraient être réalisées. La pratique la plus traditionnelle est la restitution aux institutions concernées par le thème de l'étude, accompagnée, dans le meilleur des cas, d'une diffusion médiatique destinée au grand public.

Si le mode de restitution relève généralement pour les enquêtes en population générale d'une décision des chercheurs ou plus largement de leurs institutions, la question de la restitution est beaucoup plus compliquée dans les enquêtes auprès de populations particulières. Cette particularité correspond souvent à une caractéristique non renseignée ou non représentée au travers des enquêtes en population générale. Que ce soit une pratique illicite (toxicomanes, sans papiers) ou la mobilité de la population étudiée (sans-domicile) la constitution de fichiers est irréalisable et la restitution passe, souvent, par un envoi des résultats aux institutions concernées par cette particularité ou par une diffusion dans les médias. Quand bien même cette restitution existe, la vulgarisation de données scientifiques pose toujours le problème de sa compréhension pour un public de non-spécialistes. Le temps nécessaire à la rédaction de rapports facilement lisibles par tous est rarement pris en compte dans les projets de recherche et les chercheurs travaillent souvent sur d'autres projets avant même la fin des analyses.

Dès la fin des années quatre-vingt, début des enquêtes menées par Véronique Hertrich dans les villages Bwa, chaque villageois recevait après la collecte une copie de sa biographie et une généalogie du patrilignage était remise au représentant du lignage. Bien que non-lecteurs, cette feuille de papier, ces écrits, ont été conservés précieusement parmi les différents documents officiels témoignant de l'histoire de chacun. Ces documents étaient, d'une certaine façon, l'équivalent des publications scientifiques envoyées en France comme dans de nombreux autres pays, aux personnes ayant participé aux enquêtes. Nombre d'entre elles conserve ces publications, ces feuillets de quatre pages, dans un coin de leur bibliothèque ou dans un dossier, comme témoignage de leur participation à une enquête d'utilité publique.

Conscientes des limites de ce type de restitution, car s'adressant à un public de non-lecteurs, Véronique Hertrich et Marie Leslingand ont mis en place une méthode originale fondée sur une présentation audiovisuelle des résultats en langue locale. Ce montage audiovisuel a été présenté sur grand écran dans chacun des villages en janvier 2003. Enfin, il fut proposé aux villageois de filmer des sketches, à condition que ceux-ci soient inventés, mis en scène, et joués par eux-mêmes et que les thèmes abordés soient en relation avec ceux des enquêtes. Chaque village, hameau, en ayant préparé au moins un, tous ont été filmés et projetés aux villageois en janvier 2004.

Ce séjour a été pour moi l'occasion d'échanges avec les habitants du village où nous étions installés et d'autres villages où se faisait l'enquête renouvelée. La réaction des personnes m'a beaucoup interrogée. Sur l'image que ces personnes avaient d'autres enquêtes auxquelles ils avaient participé et sur leur méconnaissance des objectifs des chercheurs. Les questions posées par ces échanges m'étaient familières car proches de celles qui sont soulevées par les personnes interrogées dans les enquêtes « classiques ». L'impression d'être des « objets », plus que des acteurs, entretient un flou autour des objectifs des enquêtes et de leur utilité, du point de vue des personnes. Bien que la tradition orale ait entretenu depuis des siècles la mémoire collective, ce nouveau mode de restitution a, semble-t-il, ouvert les villageois à une autre vision de leur histoire individuelle et collective, l'intégrant dans un processus plus général d'évolution de la société malienne. Comme je l'ai déjà mentionné au début de ce rapport, les contacts institutionnels m'ont permis de saisir l'inscription de cette enquête dans un processus général de développement mis en place par les autorités maliennes. Les subventions données aux régions pour la construction de structures éducatives et d'accès aux soins, les campagnes en matière de contraception, de prévention contre le SIDA ou d'information sur l'utilisation des revenus de l'impôt, sont autant d'occasions, pour les autorités nationales et locales, de stimuler la prise de conscience des individus d'une inscription dans un projet plus large visant à améliorer les conditions de vie des habitants des pays du Sud. Le sentiment de participer à une meilleure connaissance des processus individuels et collectifs, et par-là, de s'inscrire dans ce projet de développement m'a semblé être partagé par mes interlocuteurs et ressortait nettement de certains sketches mis en scène par les villageois.

Conclusion

La question de l'adaptation des questions au contexte et de leur formulation, comme celle de la formation des enquêteurs et /ou des interprètes dans les enquêtes auprès de populations issues de cultures différentes de celle dans laquelle est construite la recherche est aujourd'hui débattue dans la plupart des colloques, séminaires, consacrés aux méthodologies d'enquêtes. Nombre d'institutions de recherche, que leurs enquêtes soient nationales ou internationales, la considèrent comme centrale. Historiquement, les anthropologues ont été les premiers à souligner l'importance du terrain et interroger la place du chercheur dans ses relations avec la société étudiée [Malinowski, 1989, Leiris, 1951]. Cette question, déterminante pour la compréhension de la société étudiée, est aujourd'hui prise en compte par l'ensemble des sciences humaines et sociales. Parce qu'elles interrogent les savoir-faire et permettent le développement de nouvelles compétences, parce qu'elles soulèvent des questions méthodologiques et éthiques, ces recherches, qu'elles soient qualitatives ou quantitatives prennent valeur d'exemple pour les terrains dits « classiques ». Par les choix éthiques et méthodologiques qui sont proposés, par les questions que ces choix soulèvent, cette recherche effectuée dans les villages Bwa du Mali, est, nous l'avons vu, au cœur de ces interrogations.

Bibliographie

Hertrich V., 1996 : *Permanences et changements de l'Afrique rurale. Dynamiques familiales chez les Bwa du Mali*, Paris, Centre français sur la population et le développement, XXII + 548 p. (Les études du CEPED, n°14)

Hertrich V., 2003 : *Rapport de mission, Mali, décembre 2002-janvier 2003. Mission réalisée par Véronique Hertrich (24 novembre - 8 décembre 2002, 29 décembre 2002 - 25 janvier 2003), Marie Leclingand, (2 janvier – 25 janvier 2003) Thérèse Locoh, France Meslé, Gilles Pison et Jacques Vallin (5 janvier – 16 janvier 2003)*, Paris, INED, février 2003, 22 p.

Malinowski B., 1989 : « *Les argonautes du pacifique occidental* », Paris, Gallimard.

Leiris M., 1951 : « *L'Afrique Fantôme* » Paris, Gallimard. (1934)

Berger P. et Luckmann T., 1989 : « *La construction sociale de la réalité* », Méridiens Klincksieck, Paris,

Quaglia M., 2004 : *Rapport de mission, Mali, décembre 2003-janvier 2004. « Mise à jour des enquêtes chez les Bwa du Mali »*, Paris, Ined, mars 2004, 35p.

Sperber D. et Origgi G., « *Qu'est-ce que la pragmatique peut apporter à l'étude de l'évolution du langage ?* », à paraître dans Jean-Marie Hombert (ed) : *L'origine de l'homme, du langage et des langues*